

Alvorens te beslissen over de vraag van de administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de staat tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Marche-en-Famenne, bij beschikking van 11 januari 1990, de bekendmakingen en aanplakkingen, voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Aarlen, 24 januari 1990.

De gewestelijke directeur der registratie,
Aniset

Erfloze nalatenschap van Maupas, Léopold Roger Ghislain

Maupas, Léopold Roger Ghislain, gepensioneerd, ongehuwd, geboren te Namen op 29 december 1914, wonende te Jambes, Coppinstraat 41, is overleden te Namen op 24 september 1986, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Namen, bij vonnis van 14 maart 1990, de bekendmakingen en aanplakkingen, voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Namen, 23 april 1990.

De gewestelijke directeur der registratie,
M. Hubert.

Avant de statuer sur la demande de l'administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Marche-en-Famenne, par ordonnance du 11 janvier 1990, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Arlon, le 24 janvier 1990.

Le directeur régional de l'enregistrement,
Aniset

(3081)

Succession en déshérence de Maupas, Léopold Roger Ghislain

Maupas, Léopold Roger Ghislain, pensionné, célibataire, né à Namur le 29 décembre 1914, domicilié à Jambes, rue de Coppin 41, est décédé à Namur le 24 septembre 1986, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Namur a, par jugement du 14 mars 1990, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Namur, le 23 avril 1990.

Le directeur régional de l'enregistrement,
M. Hubert.

(2808)

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

10 AVRIL 1990. — Circulaire ministérielle
relative à la mise en œuvre des atlas du sous-sol archéologique des centres urbains anciens

Préambule

Les initiatives du Conseil de l'Europe en matière d'archéologie et d'aménagement se sont multipliées ces dernières années.

Lors des colloques de Florence, en 1984, et de Nice, en 1987, il a été rappelé que si la protection du patrimoine archéologique ne devenait pas partie intégrante du processus de planification, tant rural qu'urbain, la collectivité risquait de perdre des ressources aussi précieuses que rares.

C'est dans ce sens qu'un groupe de travail du Conseil de l'Europe a conçu un projet de recommandation aux Etats membres relative à la protection et mise en valeur du patrimoine archéologique dans le contexte des opérations d'aménagement urbain et rural (Strasbourg, octobre 1988).

Un colloque consacré au thème de l'archéologie et de l'aménagement du territoire s'est également tenu à Louvain-la-Neuve en octobre 1988.

Or, c'est bien le but que se propose d'atteindre la présente circulaire : planifier — en relation avec l'aménagement et l'urbanisme — les risques et menaces pesant sur le sous-sol archéologique, afin non pas nécessairement de le préserver (cela, c'est l'objectif du classement), mais plus simplement de procéder à son étude avant sa destruction éventuelle.

L'objectif poursuivi ici est très clair : informer à l'occasion de procédures d'urbanisme — les personnes et les autorités compétentes.

Cette circulaire n'impose donc ni contrainte administrative supplémentaire ni restriction juridique nouvelle. Elle met le fonctionnaire délégué de la Direction de l'Aménagement et de l'Urbanisme ou la Commune, en cas de décentralisation administrative, dans l'obligation d'avertir l'archéologue agréé de la Division des monuments, sites et fouilles aux fins qu'il puisse étudier un sous-sol sur lequel pèse un risque de perturbation grave du fait des travaux autorisés.

Pour déterminer les zones menacées, des atlas du sous-sol archéologique des centres urbains anciens sont dressés et publiés. Leur présentation s'inspire des atlas du patrimoine architectural des centres urbains protégés.

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente circulaire s'applique à tous périmètres déterminés par les atlas du sous-sol archéologique des centres urbains anciens et pour lesquels un archéologue agréé est désigné.

Art. 2. Pour l'application de la présente circulaire, on entend :

- par archéologue agréé : l'archéologue désigné par l'Exécutif ou son délégué pour le périmètre déterminé par un atlas;
- par division des monuments, sites et fouilles : l'inspection générale chargée des monuments, sites et fouilles au sein de la direction générale de l'aménagement du territoire et du logement du Ministère de la Région wallonne.

CHAPITRE II. — *Des atlas du sous-sol archéologique des centres urbains anciens*

Art. 3. Les atlas du sous-sol archéologique des centres urbains anciens constituent, pour les périmètres qu'ils déterminent, des ensembles de données cartographiques portant sur l'état et la connaissance du sous-sol, sur les destructions opérées et potentielles, ainsi que sur les mesures de protection et d'information.

Art. 4. Les atlas sont composés de trois catégories de cartes, telles que décrites ci-après :

- 1^o les cartes d'état et de connaissance du sous-sol archéologique, décrivant les recherches effectuées, les destructions opérées et les possibilités d'accès;
- 2^o les cartes de destruction et de protection du sous-sol archéologique, décrivant les destructions réalisées et prévisibles, ainsi que la nature des protections existantes;
- 3^o les cartes des zones soumises à information, déterminant les espaces pour lesquels la procédure visée à l'article 8 est d'application.

Art. 5. Les cartes d'état et de connaissance du sous-sol archéologique indiquent :

- 1.1. les sondages et les découvertes occasionnelles (sigle : triangle de couleur bleue);
- 1.2. les fouilles systématiques (sigle : triangle bleu inséré dans un liseré renforcé noir);
- 1.3. les observations dans un espace détruit (sigle : triangle bleu inséré dans un liseré renforcé noir);
- 1.4. le sous-sol détruit ou gravement perturbé (sigle : aplat noir);
- 1.5. les espaces bâtis dont l'état du sous-sol est inconnu (sigle : aplat gris);
- 1.6. les espaces bâtis dont le sous-sol est conservé (sigle : aplat jaune brun);
- 1.7. les espaces non bâtis dont le sous-sol est conservé (sigle : aplat jaune clair);
- 1.8. les espaces jadis bâtis et actuellement accessibles (sigle : aplat de pointillés).

Art. 6. Les cartes de destruction et de protection du sous-sol archéologique indiquent :

- 2.1. les zones de destruction opérée (sigle : aplat vert);
- 2.2. les zones de destruction prévisible (sigle : aplat rouge);
- 2.3. les zones de destruction potentielle (sigle : aplat gris);
- 2.4. les zones protégées (sigle : aplat orange), à savoir :
 - 2.4.1. les biens immobiliers classés comme monument ou comme site ou inscrits sur la liste de sauvegarde en application de la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites, du décret du 28 juin 1976 sur la conservation des monuments et des sites et du 17 juillet 1987 relatif à la protection du patrimoine culturel immobilier de la Communauté française;
 - 2.4.2. les biens immobiliers protégés par leur affectation inscrite dans un plan d'aménagement ou dans un permis de lotir (sigle : surimpression d'un hachuré horizontal);
 - 2.4.3. les biens immobiliers relevant du domaine de l'Etat et soumis comme tels à l'article 29c de l'annexe à l'arrêté royal du 5 octobre 1955 (sigle : surimpression d'un hachuré vertical).

Art. 7. Les cartes des zones soumises à information indiquent :

- 3.1. les zones tombant dans le champ d'application des dispositions visées au chapitre III (sigle : aplat vert);
- 3.2. les zones ne tombant pas dans le champ d'application des dispositions visées au chapitre III (sigle : aplat blanc).

CHAPITRE III. — *De l'information de la division des monuments, sites et fouilles*

Art. 8. Lorsqu'en application soit des articles 42, 45 et 51 du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme soit des articles 42 bis, 43 et 45 bis du même Code le fonctionnaire délégué ou le collège des bourgmestre et échevins est saisi d'un dossier de demande de permis impliquant des travaux en sous-sol dans une zone visée à l'article 7, 3.1., il avertit, dans un délai de quinze jours à compter de la réception dudit dossier, l'archéologue agréé de la Division des monuments, sites et fouilles.

Art. 9. Lorsqu'en application de l'article 61 du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, le collège des bourgmestre et échevins est saisi d'une demande de renseignement relative à un bien sis dans une zone visée à l'article 7, 3.1., il avertit, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de ladite demande, l'archéologue agréé de la Division des monuments, sites et fouilles.

CHAPITRE IV. — *De l'utilisation des atlas dans les plans d'aménagement et les schémas-directeurs*

Art. 10. Lors de l'élaboration de plans d'aménagement, de règlements communaux d'urbanisme et de schémas-directeurs, établis en application du Code wallon de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, les administrations concernées intégreront les données contenues dans les atlas du sous-sol archéologique des centres urbains anciens.

CHAPITRE V. — Dispositions pratiques

Art. 11. Pour l'application de l'article 8, les documents d'information sont libellés de la manière suivante :

M. l'archéologue agréé,

Objet : Article 8 de la circulaire relative à la mise en œuvre des atlas du sous-sol archéologique des centres urbains anciens.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que, pour le bien situé à (localité, rue, n°), cadastré (commune, section, n°), un dossier de demande de permis m'a été soumis en date du (...) par M. (nom, adresse) pour (description sommaire de l'objet de la demande), dont l'architecte est M. (nom, adresse).

Veillez agréer, M. l'archéologue agréé, l'assurance de ma considération distinguée.

(signature, en cas d'application des articles 42, 45 et 51)

Le fonctionnaire délégué,

(signature, en cas d'application des articles 42bis, 43 et 45bis)

Le secrétaire communal, le bourgmestre,

et

M. l'inspecteur général des monuments, sites et fouilles,

Objet : Article 8 de la circulaire relative à la mise en œuvre des atlas du sous-sol archéologique des centres urbains anciens.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que, pour le bien situé à (localité, rue, n°), cadastré (commune, section, n°), un dossier de demande de permis m'a été soumis en date du (...) par M. (nom, adresse) pour (description sommaire de l'objet de la demande), dont l'architecte est M. (nom, adresse).

Veillez agréer, M. l'inspecteur général des monuments, sites et fouilles, l'assurance de ma considération distinguée.

(signature, en cas d'application des articles 42, 45 et 51)

Le fonctionnaire délégué,

(signature, en cas d'application des articles 42bis, 43 et 45bis)

Le secrétaire communal, le bourgmestre,

Art. 12. Pour l'application de l'article 9, les documents d'information sont libellés de la manière suivante :

M. l'archéologue agréé,

Objet : Article 9 de la circulaire relative à la mise en œuvre des atlas du sous-sol archéologique des centres urbains anciens.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que, pour le bien situé à (localité, rue, n°), cadastré (commune, section, n°), une demande de renseignement a été introduite par M. (nom, adresse) pour (description sommaire de l'objet de la demande).

Veillez agréer, M. l'archéologue agréé, l'assurance de ma considération distinguée.

Le secrétaire communal, le bourgmestre,

et

M. l'inspecteur général des monuments, sites et fouilles,

Objet : Article 9 de la circulaire relative à la mise en œuvre des atlas du sous-sol archéologique des centres urbains anciens.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que, pour le bien situé à (localité, rue, n°), cadastré (commune, section, n°), une demande de renseignement a été introduite par M. (nom, adresse) pour (description sommaire de l'objet de la demande).

Veillez agréer, M. l'inspecteur général des monuments, sites et fouilles, l'assurance de ma considération distinguée.

Le secrétaire communal, le bourgmestre,

Art. 13. La circulaire ministérielle du 4 août 1986, relative à la mise en œuvre des atlas du sous-sol archéologique des Centres urbains anciens, est abrogée.

Le Ministre de l'aménagement du territoire, de la recherche,
des technologies et des relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIÉNARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

10. APRIL 1990. — Ministerialrundsreiben
über die Anwendung der Atlasse des archäologischen Untergrunds der alten Stadtzentren

Vorwort

Die Initiativen des Europarates auf dem Gebiet der Archäologie und der Raumordnung haben in diesen letzten Jahren stark zugenommen.

Bei den Kolloquien in Florenz im Jahre 1984 und in Nizza im Jahre 1987 ist darauf hingewiesen worden, dass die Kollektivität so wertvolle wie auch seltene Ressourcen verlieren könnte, wenn der Schutz des archäologischen Erbgutes nicht integrierender Bestandteil des sowohl ländlichen als auch städtischen Planungsverfahrens würde.

In diesem Sinne hat eine Arbeitsgruppe des Europarates einen Entwurf einer Empfehlung an die Mitgliedstaaten ausgearbeitet, die sich auf den Schutz und die Aufwertung des archäologischen Erbgutes im Rahmen städtischer oder ländlicher Raumordnungsmassnahmen bezieht (Strassburg, Oktober 1988).

Ein Kolloquium, das dem Thema Archäologie und Raumordnung gewidmet war, ist auch im Oktober 1988 in Neulöwen abgehalten worden.

Hierin liegt das eigentliche Ziel dieses Rundschreibens : die auf den archäologischen Untergrund lastenden Gefahren und Bedrohungen in Verbindung mit der Raumordnung zu planen, nicht um ihn unbedingt zu erhalten (das ist das Ziel des Denkmalschutzes), sondern einfach um seine Erforschung vor seiner eventuellen Zerstörung vorzunehmen.

Das hiermit verfolgte Ziel ist sehr deutlich : bei den städtebaulichen Verfahren, die zuständigen Personen und Behörden informieren.

Dieses Rundschreiben erlegt also weder zusätzliche Verwaltungszwänge, noch neue rechtliche Einschränkungen auf. Der Beauftragte Beamte der Raumordnungs- und Städtebauverwaltung oder die Gemeinde, im Falle der verwaltungsmässigen Dezentralisierung, werden hierdurch verpflichtet, den zugelassenen Archäologen der Abteilung Denkmal-, Landschaftsschutz und Ausgrabungen zu benachrichtigen, damit er den Untergrund untersuchen kann, auf den die Gefahr einer schwerwiegenden Beeinträchtigung wegen der genehmigten Arbeiten lastet.

Zur Festlegung der bedrohten Gebiete werden Atlasse des archäologischen Untergrunds der alten Stadtzentren aufgestellt und veröffentlicht. Ihre Aufmachung lehnt sich an die Atlasse des architektonischen Erbgutes der geschützten alten Zentren an.

KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1. Das vorliegende Rundschreiben findet auf alle Bereiche Anwendung, die durch die Atlasse des archäologischen Untergrunds der alten Stadtzentren bestimmt werden und für die ein zugelassener Archäologe bezeichnet worden ist.

Art. 2. Für die Anwendung des vorliegenden Rundschreibens versteht man unter :

- zugelassener Archäologe : den durch die Exekutive oder ihren Vertreter bezeichneten Archäologen für den durch einen Atlas bezeichneten Bereich;
- Abteilung Denkmal-, Landschaftsschutz und Ausgrabungen : die bei der Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens des Ministeriums der Wallonischen Region mit dem Denkmalschutz-, Landschaftsschutz und den Ausgrabungen beauftragte Generalinspektion.

KAPITEL II. — Atlasse des archäologischen Untergrunds der alten Stadtzentren

Art. 3. Die Atlasse des archäologischen Untergrunds der alten Stadtzentren stellen für die durch sie festgelegten Bereiche kartographische Datenkomplexe dar, die sich auf den Zustand und die Kenntnis des Untergrunds, auf die erfolgten oder möglichen Zerstörungen sowie auf die Schutz- und Informationsmassnahmen beziehen.

Art. 4. Die Atlasse bestehen aus den drei nachstehend beschriebenen Kartenkategorien :

1. Karten über den Zustand und die Kenntnis des archäologischen Untergrunds, die die durchgeführten Forschungen, die erfolgten Zerstörungen und die Zugangsmöglichkeiten beschreiben;
2. Karten über die Zerstörung und den Schutz des archäologischen Untergrunds, die die erfolgten und vorhersehbaren Zerstörungen sowie die Art der bestehenden Schutzmassnahmen beschreiben.
3. Karten der informationspflichtigen Bereiche, die die Bereiche festlegen, auf die das in Artikel 8 erwähnte Verfahren Anwendung findet.

Art. 5. Die Karten über den Zustand und die Kenntnis des archäologischen Untergrunds enthalten :

- 1.1. die Erforschungen und gelegentlichen Funde (Zeichen : blaues Dreieck);
- 1.2. die systematischen Ausgrabungen (Zeichen : uni blau);
- 1.3. die Beobachtungen in einem zerstörten Raum (Zeichen : blaues Dreieck schwarz umrandet);
- 1.4. den zerstörten oder schwerwiegend beeinträchtigten Untergrund (Zeichen : uni schwarz);
- 1.5. die bebauten Räume mit unbekanntem Zustand des Untergrunds (Zeichen : uni grau);
- 1.6. die bebauten Räume mit erhaltenem Untergrund (Zeichen : uni gelb-braun);
- 1.7. die nicht bebauten Räume mit erhaltenem Untergrund (Zeichen : uni hellgelb);
- 1.8. die ehemals bebauten und zur Zeit zugänglichen Räume (Zeichen : uni Punktierung).

Art. 6. Die Karten über die Zerstörung und den Schutz des archäologischen Untergrunds enthalten :

- 2.1. die Bereiche erfolgter Zerstörung (Zeichen : uni grün);
- 2.2. die Bereiche vorhersehbarer Zerstörung (Zeichen : uni rot);
- 2.3. die Bereiche möglicher Zerstörung (Zeichen : uni grau);
- 2.4. die Schutzbereiche (Zeichen : uni orange), nl. :
 - 2.4.1. die unter Denkmal- oder Landschaftsschutz stehenden oder in Anwendung des Gesetzes vom 7. August 1931 über den Denkmal- und Landschaftsschutz, des Dekretes vom 28. Juni 1976 über den Denkmal- und Landschaftsschutz und vom 17. Juli 1987 über den Schutz des Immobilien-Kulturgutes der Französischen Gemeinschaft auf der Liste der erhaltungswürdigen Objekte stehenden Immobiliengüter;
 - 2.4.2. die durch ihre in einem Raumordnungsplan oder in einer Erschliessungsgenehmigung eingetragene Zweckbestimmung geschützten Immobiliengüter (Zeichen : waagerechter Schraffurüberdruck);
 - 2.4.3. die zur Staatsdomäne gehörenden Immobiliengüter, die als solche unter die Anwendung von Artikel 29e der Anlage zum Königlichen Erlass vom 5. Oktober 1955 fallen (Zeichen : senkrechter Schraffurüberdruck).

Art. 7. Die Karten der informationspflichtigen Bereiche enthalten :

- 3.1. die in den Anwendungsbereich der in Kapitel III erwähnten Bestimmungen fallenden Bereiche (Zeichen : uni grün);
- 3.2. die nicht in den Anwendungsbereich der in Kapitel III erwähnten Bestimmungen fallenden Bereiche (Zeichen : uni weiss).

KAPITEL III. — *Information der Abteilung Denkmal-, Landschaftsschutz und Ausgrabungen*

Art. 8. Wird dem beauftragten Beamten oder dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium in Anwendung der Artikel 42, 45 und 51 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches oder der Artikel 42bis, 43 oder 45bis des gleichen Gesetzbuches eine Genehmigungsantragsakte unterbreitet, die Untergrundarbeiten in einem des in Artikel 7.3.1. erwähnten Bereich umfasst, so benachrichtigt er bzw. es den zugelassenen Archäologen der Abteilung Denkmal-, Landschaftsschutz und Ausgrabungen.

Art. 9. Wird dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium in Anwendung von Artikel 61 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches ein Antrag auf Auskunft über ein in dem in Artikel 7.3.1. erwähnten Bereich gelegenes Grundstück unterbreitet, so benachrichtigt es innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab Empfang des besagten Antrags den zugelassenen Archäologen der Abteilung Denkmal-, Landschaftsschutz und Ausgrabungen.

KAPITEL IV. — *Benutzung des Atlases in den Raumordnungsplänen und Leitschemen*

Art. 10. Bei der Erstellung von Raumordnungsplänen, kommunalen Städtebauordnungen und Leitschemen in Anwendung des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches integrieren die betreffenden Verwaltungen die in den Atlassen des archäologischen Untergrunds der alten Stadtzentren enthaltenen Angaben.

KAPITEL V. — *Praktische Bestimmungen*

Art. 11. Für die Anwendung von Artikel 8 lauten die Informationsdokumente wie folgt :

Sehr geehrter Herr zugelassener Archäologe,

Betrifft : Artikel 8 des Rundschreibens über die Anwendung der Atlasse des archäologischen Untergrunds der alten Stadtzentren.

hiermit gebe ich Ihnen bekannt, dass mir für das in (Ortschaft, Strasse, Nr.) gelegene Grundstück, katastriert (Gemeinde, Flur, Nr.) eine Genehmigungsantragsakte am (Datum) durch Herrn/Frau/Frl. (Name, Adresse) für (kurze Beschreibung des Antragsgegenstandes), dessen/deren Architekt Herr/Frau/Frl. (Name, Adresse) ist, unterbreitet worden ist.

Hochachtungsvoll

(Unterschrift im Falle der Anwendung der Artikel 24, 45 und 51)

Der beauftragte Beamte,

(Unterschrift im Falle der Anwendung der Artikel 42bis, 43 und 45bis)

Der Gemeindesekretär,

Der Bürgermeister,

und

Sehr geehrter Herr Generalinspektor für Denkmal-, Landschaftsschutz und Ausgrabungen,

Betrifft : Artikel 8 des Rundschreibens über die Anwendung der Atlasse der archäologischen Untergrunds der alten Stadtzentren.

hiermit gebe ich Ihnen bekannt, dass mir für das in (Ortschaft, Strasse, Nr.) gelegene Grundstück, katastriert (Gemeinde, Flur, Nr.) eine Genehmigungsantragsakte am (Datum) durch Herrn/Frau/Frl. (Name, Adresse) für (kurze Beschreibung des Antragsgegenstandes), dessen/deren Architekt Herr/Frau/Frl. (Name, Adresse) ist, unterbreitet worden ist.

Hochachtungsvoll

(Unterschrift im Falle der Anwendung der Artikel 24, 45 und 51)

Der beauftragte Beamte,

(Unterschrift im Falle der Anwendung der Artikel 42bis, 43 und 45bis)

Der Gemeindesekretär,

Der Bürgermeister,

Art. 12. Für die Anwendung von Artikel 9 lauten die Informationsdokumente wie folgt :

Sehr geehrter Herr zugelassener Archäologe,

hiermit gebe ich Ihnen bekannt, dass mir für das in (Ortschaft, Strasse, Nr.) gelegene Grundstück, katastriert (Gemeinde, Flur, Nr.) ein Auskunftsantrag durch Herrn/Frau/Frl. (Name, Adresse) für (kurze Beschreibung des Antragsgegenstandes) unterbreitet worden ist.

Hochachtungsvoll

Der Gemeindesekretär,

Der Bürgermeister,

und

Sehr geehrter Herr Generalinspektor für Denkmal-, Landschaftsschutz und Ausgrabungen,

hiermit gebe ich Ihnen bekannt, dass mir für das in (Ortschaft, Strasse, Nr.) gelegene Grundstück, katastriert (Gemeinde, Flur, Nr.) ein Auskunftsantrag durch Herrn/Frau/Frl. (Name, Adresse) für (kurze Beschreibung des Antragsgegenstandes) unterbreitet worden ist.

Hochachtungsvoll

Der Gemeindesekretär,

Der Bürgermeister,

Art. 13. Das Ministerialrundschreiben vom 4. August 1986 über die Anwendung der Atlasse des archäologischen Untergrunds der alten Stadtzentren wird aufgehoben.

Der Minister der Raumordnung, der Forschung,
der Technologien und der Aussenbeziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD